

liberté individuelle. Il marquera un pas en avant du programme socialiste préconisé par le gouvernement libéral en vue de s'emparer de l'agriculture canadienne, et ce dans tous les secteurs. C'est l'instauration pure et simple des fermes collectives. De propriétaires qu'ils étaient, les producteurs de blé, de lait, de miel, de viandes deviendront simplement et purement des fonctionnaires de l'État, à la solde d'un patron omnipotent, savoir le gouvernement fédéral. C'est la fin, en un mot, de l'agriculture familiale et de l'initiative personnelle. C'est le contrôle total des prix et des revenus. Dorénavant, ce sera le gouvernement qui nourrira le peuple canadien et ce seront des fonctionnaires qui seront chargés de cette besogne.

Or, quand un peuple n'est plus maître de son alimentation, il est soumis, il est esclave, il est «à quatre pattes.» Sa liberté est écrasée. A partir de ce moment-là, il dépend entièrement du gouvernement pour son alimentation, ce qui est révoltant.

Jamais, monsieur l'Orateur, je ne donnerai mon accord à ce projet de loi, qui permettra à nos gouvernements de contrôler veaux, vaches, cochons, abeilles, érables, œufs, lait, blé, producteurs, consommateurs, prix et revenus.

J'accuse ce gouvernement, et particulièrement le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture (M. Côté), qui ne porte que le nom d'agriculteur, d'avoir sciemment créé une situation tellement alarmante qu'il nous semblerait justifié de nous abandonner au socialisme. Par les mesures gouvernementales mises en vigueur dans le passé, on a commencé par endetter les entreprises agricoles familiales, sur le conseil du gouvernement. On a conseillé aux agriculteurs de tout le Canada d'améliorer leur fonds de terre, leurs bâtiments, leurs troupeaux, leur exploitation et leur équipement. Les fermiers de toutes catégories, sur le conseil et sous la botte du gouvernement, se sont endettés «par-dessus la tête», au point où ils sont acculés à la faillite ou à l'abandon de leur exploitation.

● (5.00 p.m.)

L'an dernier, au Québec seulement, plus de 13,000 producteurs laitiers ont abandonné leur production. Ils ont quitté leur terre pour devenir des chômeurs à la ville ou des assistés sociaux, d'une façon ou d'une autre, comme le dirait le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture. Ils dépendent de l'État pour vivre. La politique régressive du contingentement de blé et de lait, par exemple, a acculé au mur les producteurs indépendants et les propriétaires.

Le gouvernement, par l'entremise de la Commission canadienne du lait et de la Commission canadienne du blé, a adopté, jadis,

[M. Fortin.]

des mesures restrictives et punitives. On le constate encore aujourd'hui, car le revenu de ces producteurs a été réduit, à cause de leur grand endettement sous le gouvernement actuel, ou bien parce que ces producteurs sont obligés d'abandonner leur terre ou parce qu'ils continuent de se faire fouler du pied par l'État. Le bill C-197 vient couronner cette politique de l'écrasement de l'entreprise privée. Cela est révoltant!

Monsieur l'Orateur, je donnerai un exemple concret de cette stupidité encouragée par des gens aussi brillants que le secrétaire parlementaire et le ministre.

J'ai en main un article publié récemment dans un journal agricole, qui se lit comme il suit:

Le Conseil des ministres de la Communauté européenne (marché commun) a adopté ces derniers temps un programme visant à encourager les agriculteurs à diminuer le volume de la production laitière.

C'est à cause de l'encouragement des gouvernements que les producteurs ont amélioré leur production et leur équipement. Aujourd'hui, le gouvernement, parce qu'il ne s'est pas occupé de la distribution du pouvoir d'achat aux consommateurs, pense avoir découvert toute une solution en organisant un «rationalisation» de commercialisation, qui visera à faire disparaître les agriculteurs indépendants. De propriétaires terriens, ils deviendront des prolétaires frustrés à la ville. Je continue la citation:

Pour les petits fermiers gardant 10 vaches ou moins,—(le plan de la Communauté européenne)—le programme accorde une prime de \$200 par vache abattue et non remplacée. Les agriculteurs exploitant un troupeau de 10 vaches ou plus toucheront une autre prime de \$200 par vache à la condition qu'ils cessent de livrer du lait aux laiteries et fabriques.

Cette subvention à l'abattage ressemble étrangement à la subvention accordée par le gouvernement libéral aux producteurs de blé, afin de les garder bien assis chez eux à ne pas produire. Elle ressemble aussi très étrangement à la punition imposée aux producteurs de lait du Québec pour qu'ils cessent de produire.

Je continue la citation:

Elle restera en vigueur jusqu'à l'abattage de 250,000 vaches et jusqu'au versement en primes d'une somme équivalente pour cessation des livraisons de lait au circuit commercial. Les ministres décideront alors si le programme doit être prolongé ou discontinué.

Au lieu de donner suffisamment d'argent aux consommateurs pour qu'ils puissent écouler la production, on «punit» les producteurs parce qu'ils travaillent et, en même temps, on encourage les chômeurs et les assistés sociaux, à la ville, à continuer d'être un boulet à traîner pour l'État.